MOTION POUR LA SAUVEGARDE DE L'USINE FAI A BLANQUEFORT

Le Maire et le Conseil Municipal souhaitent faire part de leur inquiétude suite à la décision prise le mardi 27 février 2018 par le groupe Ford de se désengager du site historique de Blanquefort.

Une décision d'autant plus inacceptable qu'elle a été prise unilatéralement, sans aucune concertation et alors même que la puissance publique (Etat, Département, Région, Métropole) aide financièrement l'entreprise depuis 10 ans afin que son activité soit pérennisée sur site et que les salariés puissent être sécurisés et mis à l'abri de tout plan social.

Avec plus de 900 emplois directement menacés, le choc est avant tout social. Sur l'ensemble du département, on imagine les conséquences d'un éventuel scénario catastrophe.

Paradoxalement à l'attitude responsable des salariés qui ont formulé des solutions industrielles réalistes lors des différents comités de suivi, la Direction de l'entreprise n'a émis aucune proposition concrète. Pire encore, Ford Europe a refusé de se déplacer sur site en invoquant de faux prétextes, quelques semaines avant la fin de l'accord-cadre avec les pouvoirs publics.

La Direction de Ford depuis plusieurs mois n'a jamais fait de réelles propositions concrètes. A l'inverse, les salariés de l'usine ont eu une attitude responsable en formulant des solutions industrielles réalistes.

Concrètement, Ford n'a aucune raison économique de partir.

En effet :

- La Direction a réalisé une étude en 2017, qui a salué la compétitivité du site, puisque celui-ci a gagné plus de 8% d'efficience, contre 4% en moyenne pour les autres sites. L'entreprise a reconnu que le site de Blanquefort avait de vrais savoir-faire et une réelle technicité.

- L'activité peut être maintenue a minima jusqu'à fin 2019 si la Direction accepte une augmentation des volumes de la boîte produite aujourd'hui. En effet, on pourrait fabriquer davantage de 6F35 sans aucun investissement de la part de Ford.

- Ford est un constructeur en retard sur le marché européen pour la voiture de demain (voitures électriques, hybrides, autonomes) : il s'agit de véritables opportunités économiques. L'Etat et la Région sont prêts à travailler avec la Direction de Ford à ce sujet. Pourquoi ne fait-on pas participer l'usine de Blanquefort à ces défis de demain ?

Par conséquent, le Maire et le Conseil Municipal demandent à ce que le groupe automobile Ford r**especte ses engagements pris auprès du Gouvernement**, **notamment celui de maintenir l'activité jusqu'à fin 2019**.
Ce délai permettrait à tous les acteurs d'avoir une réflexion concertée autour d'une véritable stratégie industrielle pour ce site, sous l'égide d'une Direction de Ford qui serait pleinement engagée dans cette recherche raisonnée et raisonnable de solution pérenne.